GINIO Ruth. — *The French Army and its African Soldiers. The Years of Decolonization*

Martin Mourre

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafraicaines/27157>
DOI : 10.4000/etudesafraicaines.27157
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019
Pagination : 914-918
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Martin Mourre, « GINIO Ruth. — *The French Army and its African Soldiers. The Years of Decolonization* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 235 | 2019, mis en ligne le 15 septembre 2019, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafraicaines/27157> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafraicaines.27157>

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2022.

© Cahiers d'Études africaines

GINIO Ruth. — *The French Army and its African Soldiers. The Years of Decolonization*

Martin Mourre

RÉFÉRENCE

GINIO Ruth. — *The French Army and its African Soldiers. The Years of Decolonization*. Lincoln-London, Nebraska University Press, 2017, 282 p., bibl., index.

- 1 Ruth Ginio, professeure associée au département d'histoire de l'Université Ben Gurion du Néguev, est spécialiste de l'histoire coloniale, auteure d'un ouvrage paru en 2006 intitulé *French Colonialism Unmasked: The Vichy Years in French West Africa* (Lincoln-London, Nebraska University Press, 2006) ainsi que de plusieurs articles sur les troupes coloniales. L'ouvrage qu'elle propose en 2017 aborde un sujet inédit : l'histoire des soldats originaires d'Afrique subsaharienne qui combattirent pour la puissance française dans une période de profondes transformations historiques où l'Empire se disloquait de toutes parts. À la suite d'autres travaux, notamment ceux de Frederick Cooper qui s'intéressent aux élites africaines et futurs *leaders* politiques¹, elle montre que cette période comprise entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les Indépendances de 1960, a été faite d'ajustements sur le terrain et de solutions négociées en fonction d'autres événements.
- 2 Entre 1946 et 1962 se déroulent deux guerres qui se suivent, sur deux continents. Ces guerres, en Indochine puis en Algérie, menées par la puissance française pour préserver ses intérêts impérialistes, ont impliqué des soldats africains. L'intérêt de ces derniers doit d'abord être compris en termes économiques — l'armée offrant des perspectives de carrières — mais aussi en situant leurs représentations : le sentiment qu'ils ne se battaient pas contre des frères colonisés, le sens qu'ils mettaient dans le fait de rejoindre l'armée française. R. Ginio développe ces arguments dans les chapitres 4 et

5 mais, en réalité, son ouvrage comporte aussi deux autres questions principales. Une première concerne l'adaptation interne de l'armée française à la situation ouest-africaine dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, dans un contexte relatif de paix. La seconde question, développée dans les deux derniers chapitres, a trait au rôle de l'armée française à la veille des Indépendances : comment s'adapte-t-elle à ces velléités d'indépendance en jouant ses propres cartes vis-à-vis du pouvoir civil ?

- 3 Si le livre de R. Ginio est important, c'est d'abord en raison de son objet de recherche. Le thème des soldats coloniaux s'inscrit dans une historiographie en plein essor depuis quelques années, mais la période choisie pour en faire leur histoire est relativement inédite. Les soldats coloniaux sont un thème d'actualité — que l'on pense à la naturalisation, empreinte d'opportunisme, de vingt-huit anciens combattants en 2017 par François Hollande, à la remise par ce même président des archives du drame de Thiaroye en 2014 à l'état sénégalais, ou encore, du point de vue d'autres usages politiques, du symbole visuel qu'est devenu le tirailleur à *chechia* rouge, utilisé notamment par le réseau « Sortir du colonialisme », qui organise, depuis 2011, une semaine anticoloniale. Traiter des soldats coloniaux participant aux guerres de décolonisation interroge, donc, à l'encontre de certaines représentations dominantes qui ont trait aux relations franco-africaines.
- 4 Après une introduction où R. Ginio démontre l'enjeu de l'Afrique pour l'armée française avant 1960, et se demande s'il est préférable de parler de cette date comme celle de la décolonisation ou de l'indépendance, elle dresse, dans le premier chapitre, un tableau historique à la fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle de la « relation coloniale » en Afrique de l'Ouest, à travers le fait militaire. Elle montre ainsi qu'il était préférable pour l'armée de recruter localement car, outre les décès des Européens dus aux maladies tropicales, l'opinion publique française ne pouvait pas forcément comprendre ces morts pour la conquête coloniale. R. Ginio rappelle que la structure de l'armée a évolué. « L'armée coloniale » succède, en effet, aux régiments d'infanterie de marine après 1900, une appellation qui est reprise après 1957, et qui s'oppose à « l'armée d'Afrique », pour l'Afrique du Nord. Enfin, elle rappelle (p. 6) l'historicité et les transformations qu'a pu constituer, et que constitue encore, l'argument politique de « la dette de sang ». Si, au moment des recrutements massifs de la Première Guerre mondiale, les Français utilisaient cette rhétorique — en insistant sur le fait qu'ils avaient libéré les populations africaines de leurs tyrans en les colonisant — les anciens combattants retournèrent l'argument après-guerre. Face aux dizaines de milliers de morts africains sur les champs de bataille européens, les autorités durent reconnaître, au moins en théorie, qu'elles avaient une dette vis-à-vis d'eux. Le deuxième chapitre s'intitule « Les conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Frustrations, protestations, rébellion » ; il commence par une étude sur Thiaroye, qui pose néanmoins quelques questions (voir *infra*). Dans ce chapitre, R. Ginio revient sur les démobilisations après la Seconde Guerre mondiale. Des éléments intéressants sont apportés quant aux relations franco-britanniques sur le continent africain. Elle aborde cela à travers des exemples de soldats nigériens qui échangeaient leurs vêtements avec des soldats francophones (pp. 28-29), ce qui l'amène à étudier la démobilisation de ceux ayant servi en AEF ou dans les colonies britanniques. Aux nombreux incidents qui sont évoqués dans différents lieux de la Fédération, va bientôt se poser la question, pour l'armée, des réformes à adopter. C'est l'objet du troisième chapitre du livre, qui est d'ailleurs le plus long. Son principal argument est de dire que les réformes ont réellement reflété les perceptions du commandement militaire quant aux

transformations politiques qui advinrent dans tout l'Empire. Le changement le plus important fut que l'armée procéda majoritairement à des recrutements volontaires plutôt qu'à des recrutements par conscription, souvent forcés. Pour préparer ces modifications, il s'agissait d'avoir des structures ; les écoles des enfants de troupes (EET, datant de 1923) devinrent des écoles militaires de préparation africaine (EMPA). La composition sociale des troupes coloniales changea ; les fils de militaires n'étaient plus les seuls à pouvoir devenir militaires. Le principal problème entre les anciens combattants et l'administration, la question de l'égalité des pensions entre anciens combattants métropolitains et africains, fut levé en 1950 avec une loi qui permettait aux Africains d'avoir accès à cette égalité de traitement. Si ce principe « révolutionnaire » (p. 39) ne pouvait que difficilement être accepté par les milieux colonialistes, Ginio ne se réfère pas aux autres luttes sociales du moment en AOF, notamment la grande grève du Dakar-Niger en 1947-1948, dont la revendication « à travail égal, salaire égal » rejoignait celle des anciens combattants.

- 5 Les chapitres 4 et 5 s'intéressent au « point de vue des soldats africains » quant à ces transformations, pour ceux qui étaient engagés en Indochine et en Algérie. R. Ginio rappelle d'abord dans le chapitre 4 l'épisode des violentes répressions qui eurent lieu à Madagascar, notamment à Moramanga où furent impliquées des troupes ouest-africaines. Puis, si de Gaulle était, dans un premier temps, réticent à l'idée d'envoyer ces soldats sur le continent asiatique, en raison du risque de « contagion » quant aux idées indépendantistes, ce furent, suivant les années, environ 19 000 soldats et près de 15 % des troupes — du moins à partir de 1951 — qui participèrent à ce conflit (p. 86). La question de savoir si des soldats furent gagnés à la propagande viet-minh fut au centre de la surveillance des autorités françaises, notamment lors des relations qui se créèrent entre soldats et femmes indochinoises. En 1952 était créé le Bureau des affaires africaines qui impulsa différentes politiques de propagande à travers les courriers, les journaux ou la radio. Ces politiques furent renforcées pendant la guerre d'Algérie, thème du chapitre 5, avec la création du Bureau de la guerre psychologique en 1955. Le principal architecte de la guerre psychologique, version française, était Charles Lacheroy. Si les Viet-Minh avaient gagné la guerre, selon lui, c'était d'abord sur le terrain des représentations (p. 112) et il cherchait à faire de même dans l'autre camp. Mais la guerre d'Algérie était aussi différente pour plusieurs raisons : elle se déroulait dans des départements d'Outre-mer, d'où le refus d'employer le mot « guerre ». Jusqu'en 1956, l'armée n'envoya pas de conscrits, mais seulement des soldats de la Légion étrangère, des harkis et des soldats africains. L'époque avait changé. Les protectorats tunisien et marocain devinrent indépendants en 1956 et l'armée craignait qu'ils ne deviennent des refuges pour le Front de libération nationale (FLN). Enfin, les soldats ouest-africains, dont une large partie était musulmans, se battaient en terre d'Islam. Cette question religieuse fait l'objet d'un long développement intéressant. On y apprend que des pèlerinages à La Mecque étaient organisés par l'armée française, permettant de façonner et de renforcer certaines représentations quant à un « islam noir » opposé à un « islam arabe », selon les archives militaires.
- 6 Les deux derniers chapitres de l'ouvrage portent sur la fin des années 1950, une époque durant laquelle s'accéléraient de profondes transformations politiques. Le chapitre 6 tend à montrer comment l'armée a voulu imposer sa propre vision de la décolonisation (p. 142), la loi-cadre de 1956 étant vue comme un désastre, le référendum de 1958 et la mise en place de la communauté signant la fin prochaine de la Fédération. Si le domaine de la défense restait, dans un premier temps, sous la direction des autorités

métropolitaines, les moyens pour garder le contrôle des territoires apparurent de plus en plus limités. L'auteure consacre plusieurs pages à la célébration du centenaire de la création des régiments de tirailleurs en 1957. Dans un contexte de pénurie financière et d'hostilité croissante à la guerre d'Algérie à l'international, il s'agissait d'une occasion pour l'armée de regagner un peu de prestige. Le chapitre 7 commence par la crise de mai 1958 et ses impacts sur le commandement militaire en AOF. La crise algérienne et la tentative de *putsch* des généraux furent présentées comme une tentative de prise de pouvoir des militaires sur les civils. Selon R. Ginio, cette idée que les militaires ne font pas de politique mais qu'ils s'occupent des « vrais intérêts de la nation » a été largement reprise dans les coups d'État en Afrique post-indépendante. C'est là une perspective de travail extrêmement stimulante pour étudier les représentations de l'armée face aux coups d'État. L'armée française semblait perdre le contrôle sur un vaste territoire et certains *leaders* africains disaient que sa présence était un frein à la pleine émancipation. Après avoir détaillé le rapport de l'armée au politique dans plusieurs pays — la Guinée de Sékou Touré qui n'adhéra pas à la Communauté, la Fédération du Mali, entre le Soudan français et le Sénégal, qui dura seulement quelques mois et n'eut pas le temps de mettre en place une armée commune — et la mise en place d'armées nationales, l'auteure montre que l'armée française, en dépit de la dissolution des troupes coloniales, va tout faire pour garder le contrôle à travers trois voies : les accords de défense, les accords d'assistance militaire et les interventions militaires directes (p. 184). C'est sous ce prisme qu'il faut comprendre les relations actuelles entre la France et le continent africain.

- 7 Si le livre de R. Ginio est précurseur sur bien des points, certaines erreurs factuelles sont à regretter. Citons-en deux. Elle indique que le centenaire des Troupes coloniales s'est déroulé en juin 1957, le 23, la date retenue étant celle de la libération de la ville de Toulon en partie réalisée par la 9^e Division d'infanterie coloniale (DIC). Pourtant, cette date n'est pas la bonne, la libération ayant eu lieu deux mois plus tard, le 23 août, et c'est d'ailleurs cette date qui fut retenue pour l'organisation de la journée de commémoration du tirailleur au Sénégal à partir de 2004. Autre erreur, des plus surprenantes, R. Ginio mobilise tout au long de son ouvrage des références à un tirailleur enquêté, Mamadou Niang, à la fois par des entretiens et en se référant à son autobiographie. Mais il semble qu'il y ait une confusion liée à l'existence d'un homonyme. C'est ainsi bien à l'autobiographie *Sous deux drapeaux* qu'elle se réfère, et non à celle d'un général de l'armée sénégalaise, intitulée *Mémoires synchrones du fleuve de mon destin*². C'est pourtant cette dernière qui est indiquée en note de bas de page. Si ces deux erreurs sont pour une part de l'ordre de l'inattention, une différence d'interprétation avec nos propres travaux mérite d'être relevée³. La question concerne la répression de Thiaroye. Dès l'introduction, Ginio considère Thiaroye comme une répression réalisée par d'autres troupes coloniales provenant de diverses régions de l'Empire, certes sous commandement français (p. xxi), puis, elle avance un bilan de 35 morts — selon les chiffres officiels français — tout en signalant que d'autres historiens pencheraient pour un chiffre plus proche de 70 morts. Elle avance aussi le chiffre de 1 280 ex-prisonniers présents au camp de Thiaroye (p. 20). Pourtant, une lecture de différentes archives — celles du Service historique de la Défense, celles des Archives nationales d'Outre-mer et surtout celles de la justice militaire — auraient pu lui permettre d'interpréter ce drame d'une autre manière. Car c'est bien à un maquillage des archives de la part des autorités que nous avons affaire. Le chiffre de 1 280 est vraisemblablement faux, celui du nombre de morts pourrait aller jusqu'à 300 ou 400,

tandis qu'il semble que les coups de feu aient été tirés par des armes automatiques, entre les mains des sous-officiers blancs, et non par d'autres troupes coloniales.

- 8 À vrai dire, Thiaroye n'est pas central dans l'interprétation de l'auteure, mais ces éléments posent la question de la méthode de recherche développée. Ginio croise plusieurs *corpus* d'archives, principalement parmi les Archives nationales du Sénégal mais aussi parmi les fonds intéressant l'histoire des tirailleurs en France. Les archives du Sénégal regroupent les anciennes archives de l'AOF, mais on pourrait s'interroger sur la possibilité de consulter d'autres fonds, dans les autres territoires de l'ex-Fédération. Entamer un tel travail, gigantesque, ouvrirait des pistes fécondes sur une histoire comparée des tirailleurs suivant leur provenance et sur les différents legs qu'ils ont pu laisser. Si R. Ginio esquisse quelques pistes, le chantier reste ouvert. Autre remarque du même type, celle qui concerne les sources orales. Quatre entretiens sont cités, mais qu'en est-il de la possibilité de mener un réel travail d'histoire orale concernant les tirailleurs engagés dans l'armée française après 1945 ? S'il est encore possible de mener une telle enquête, ce ne sera plus le cas dans quelques années. On pourrait aussi prolonger la question, soit dans un sens d'une perspective prosopographique, soit en développant des approches biographiques permettant d'obtenir une histoire des relations franco-africaines et, dans une moindre mesure, une histoire africaine. Il nous manque alors une histoire afro-française, une histoire qui explicite plus en détail le rapport à l'armée française qui s'est développé au Sénégal, en Guinée, en Côte d'Ivoire, etc. Si le livre de R. Ginio est important, précurseur, il n'a pas l'ambition de répondre à ces questions, mais il permet de les suggérer et il appelle des suites — une traduction en français en assurerait une diffusion plus large — en France comme en Afrique.

NOTES

1. F. COOPER, *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris, Payot, 2014.
2. M. NIANG, *Sous deux drapeaux. Témoignage (Dakar, Sénégal)*, Dakar, Nègre International, 2006 ; Général M. NIANG, préface de Babacar Kanté, *Mémoires synchrones de mon destin*, Paris, L'Harmattan (« Mémoires & Biographies »), 2012.
3. M. MOURRE, *Thiaroye 1944. Histoire et mémoire d'un massacre colonial*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017. Signalons que ce livre est sorti après celui de R. Ginio.